

APPEL À COMMUNICATIONS
LA THÉORIE DE LA RÉGULATION
À L'ÉPREUVE DES CRISES
– COLLOQUE RECHERCHE & RÉGULATION 2015, PARIS –

QUARANTE ANNÉES D'UN PROGRAMME DE RECHERCHE : ET DEMAIN ?

Le concept de « régulation » a inspiré en économie un certain nombre de recherches depuis une quarantaine d'années. Une première vague de travaux¹ a ainsi analysé la remarquable longévité des régimes de croissance forte des économies occidentales d'après-guerre pour comprendre leur crise structurelle des années 1960. Son succès, mesuré à la fois par sa puissance heuristique et par sa centralité dans les débats de l'époque, tient sans doute à sa capacité à conjuguer différentes méthodes et théories complémentaires (modèles macroéconomiques kaleckiens ; construction de séries statistiques en longue période ; approche marxiste des crises...) ainsi qu'à une problématique commune de l'intérêt général – particulièrement le souci du plein emploi hérité de la théorie keynésienne².

Pourtant, la théorie de la régulation n'a pas bénéficié de cet avantage compétitif pour devenir le paradigme dominant en économie, malgré des développements significatifs bien que moins connus : depuis l'action publique macroéconomique jusqu'aux objets de la microéconomie en passant par l'analyse sectorielle et régionale (à l'échelle locale ou continentale) ou le travail des institutions et du politique. Certes, cela résulte pour partie de certaines confusions entretenues à son endroit : confusion sémantique entre régulation et réglementation ; confusion interprétative réduisant le concept de régulation à la notion de fordisme, qui n'est qu'un de ses résultats (configuration historique d'un régime d'accumulation et d'un mode de régulation, pour certains pays et pour une époque donnée) ; confusion conceptuelle entre méthode, théorie et école.

Pour autant, la résilience de l'approche standard demeure surprenante, tant elle ignore les effets des défaillances de marché qu'elle a pourtant elle-même théorisées. Enrichir, critiquer et dépasser les développements de la théorie de la régulation reste donc un enjeu majeur et, dans une perspective constructive, ceci invite à clarifier ses rapports avec des concepts qui, selon le cas, se présentent concurrents ou complémentaires (institution, convention, gouvernance...) et renforcer ses interactions avec les autres disciplines qui travaillent sur ces questions.

Le défi à relever est donc double : mieux fonder les alternatives à une théorie dominante dont les résultats alimentent les causes mêmes de la crise actuelle ; renforcer la capacité d'analyse des changements structurels de la réalité socio-économique et des propositions politiques qui en résultent pour un monde plus soutenable, questionnant jusqu'à la conception même de la discipline économique. Partagé par plusieurs courants théoriques, ce double constat devrait conduire à approfondir ou développer de nouveaux projets de recherche, des synergies entre économistes ainsi qu'avec l'ensemble des sciences sociales... C'est en tout cas le souhait des initiateurs de ce colloque « Recherche & Régulation 2015 » qui le veulent ouvert à la discussion critique et à la construction de projets collectifs de recherche.

¹ En France, voir les travaux empiriques publiés en 1974-75 sur l'histoire longue du système productif (INSEE), le capitalisme et ses crises (Michel Aglietta) ou la régulation et l'inflation en longue période (rapport CORDES) ; etc.

² Qui interroge aussi la position professionnelle des économistes, à l'époque plus impliqués dans la construction de la capacité d'action économique de l'administration centrale que de l'autonomie des acteurs privés.

ORIENTATIONS SCIENTIFIQUES

THÈMES. Toutes les propositions de communications seront bienvenues, mais le comité d'organisation souhaite inciter plus particulièrement les contributeurs à se positionner sur les enjeux sensibles en temps de crise, pour explorer leur traduction en questions scientifiques ou pour discuter de résultats déjà produits.

➤ QUELS NOUVEAUX TERRAINS DE RECHERCHE PRIVILÉGIER ?

- Quelles questions sociétales devraient structurer l'analyse économique (démographie, genre, modes de consommation, habitat...) ces prochaines années ?
- A-t-on des raisons de penser que les problèmes écologiques seront les déterminants-clés de tous les régimes d'accumulation du futur ? Dans quelle mesure une économie de la décroissance est-elle concevable et compatible avec la logique du capitalisme ?
- Quels sont les régimes de régulation *possibles* – au-delà de leur caractère souhaitable ou non – que la recherche permet aujourd'hui de détecter et de caractériser ? Peut-on expliciter les facteurs déterminant la probabilité de leur éventuelle institutionnalisation ?
- Dans cette période de domination de la finance court-termiste, comment concevoir la légitimité à long terme et la mise en œuvre d'un ordre politique — plutôt que le conditionner à sa performance financière ?
- Quelle analyse régulationniste de la montée des inégalités dans la quasi-totalité des pays ? Sont-elles l'expression de mécanismes communs, voire universels, ou peut-on définir des régimes d'inégalité dépendants de modes de développement socialement situés ?
- Quel avenir pour les institutions supra-nationales ? Jusqu'où l'Etat-nation, même traversé par la mondialisation, incarne-t-il encore un espace de mise en cohérence des principes démocratiques ?

➤ L'ÉCONOMISTE ET L'EXPERT, LA SCIENCE ET LE POLITIQUE.

- L'économiste peut-il et doit-il proposer aux politiques des projets de reconstruction des relations entre politique et économie ? où situer la normativité de la démarche scientifique ? quels biais partisans produit sur la démarche scientifique l'implication du chercheur dans la sphère politique ou entrepreneuriale ?
- À quelles conditions peut-on conclure à la disparition du politique avec les procédures techniques d'évaluation de la recherche, le financement par projet, etc., et le processus de standardisation internationale de ces méthodes, ou au contraire à son renforcement grâce à la rationalisation de la décision publique (politiques monétaire, budgétaires, sociales, etc.) ?
- quels enseignements tirer de l'analyse comparative des politiques publiques organisant la recherche et son financement sur la production de connaissances scientifiques ?

➤ NÉCESSITÉ ET POSSIBILITÉ D'UNE APPROCHE INTÉGRÉE EN SCIENCES SOCIALES ?

Peut-on définir une unité des programmes de recherche « non standard » – en France et ailleurs –, au-delà de la spécialisation des terrains empiriques et des problématiques ? Jusqu'à quel point est-elle même souhaitable, en regard de la fécondité du pluralisme raisonné des méthodes – propriété déjà bien établie dans les autres disciplines scientifiques ?

➤ NÉCESSITÉ DE CLARIFIER LE STATUT ÉPISTÉMOLOGIQUE ?

Quel statut des méthodes qualitatives en économie ? Quelles exigences méthodologiques ? Par exemple : même si le positivisme a fait son temps, peut-on se priver de la réfutation comme aiguillon des recherches empiriques ? Quelle unité des approches comparatistes en sciences sociales ?

➤ QUELLES STRATÉGIES PLURIDISCIPLINAIRES ?

Faut-il seulement voir l'économie comme une composante des sciences sociales ou doit-on se fixer comme objectif l'élaboration d'une science sociale intégrée ? Compte tenu de la difficulté du dialogue entre disciplines des sciences sociales (droit, sciences politiques, géographie...), outre la spécialisation de plus en plus poussée de la plupart des sous-disciplines, comment promouvoir des stratégies de recherche permettant de s'appropriier les connaissances produites dans différents champs disciplinaires ?

Outre l'analyse historique des institutions, celle de la rationalité institutionnellement située, la volonté de tester les régularités impliquées par les formes institutionnelles et la modélisation d'ensemble, comment mieux intégrer de nouveaux outils comme par exemple l'analyse des réseaux qui a montré sa pertinence dans l'émergence des normes, la formation des politiques économiques ou la compréhension des crises et l'évolution des systèmes financiers actuels ?

ORGANISATION MATÉRIELLE

DATE, LIEU.

Le colloque se tiendra à Paris (université Paris-Diderot) du **10 au 12 juin 2015**.

FORMAT DES CONTRIBUTIONS. La nature des contributions que l'on peut proposer est libre, mais doit afficher un positionnement clair, d'ordre épistémologique ou théorique, conceptuel ou empirique, de type survey ou programmatique.

Seront aussi recevables des propositions de communication du type « état des savoirs » sur un domaine spécifique – méthode ou terrain.³

Le programme du colloque sera organisé selon différents formats de discussion. Outre les **SÉANCES PLÉNIÈRES** :

- **ATELIERS DE RECHERCHE** :
 - **ateliers « varia »** : leurs programmes (séance unique ou track, selon le cas) seront constitués sur une base thématique à partir des propositions de communications retenues par le comité qui ne s'inscrivent pas dans une autre formule d'ateliers.
 - **ateliers « programmés »** : Un certain nombre d'ateliers, proposés par un ou plusieurs animateurs qui ont la responsabilité de leur programme et de leur animation (*appel clos le 15 juin 2014*), ont été sélectionnés par le comité scientifique. Voir la liste et les appels à communications spécifiques sur la page dédiée de notre [site web](#).
- **ATELIER DE FORMATION DE TYPE « MASTERCLASS »** à destination des doctorants mais ouvert à tous. (NB : *accès gratuit mais avec inscription préalable obligatoire*).

NB : un certain nombre de communications seront sélectionnées pour être proposées aux différents débouchés éditoriaux (revues à comité de lecture, ouvrages, actes) que les organisateurs préciseront avant le colloque.

CALENDRIER ET CONTRAINTES FORMELLES.

ÉCHÉANCE	DATE LIMITE
Propositions de communication 500 mots environ +10 références bibliographiques maximum (langues de travail : français, anglais)	1^{er} novembre 2014. <i>Réponse du comité scientifique : 15 décembre 2014.</i>
Communications dans leur format définitif (ateliers varia et spéciaux). - 8 000 mots maximum environ, sauf cas particulier. - communications « état des savoirs » : 2 500 mots + 15 références bibliographiques maximum.	30 avril 2015

CONTACT ORGANISATION

Consulter le site Recherche & Régulation (www.theorie-regulation.org) ou contacter les organisateurs (rr2015@upmf-grenoble.fr).

COMITÉ D'ORGANISATION

Pierre Alary (CLERSE, université Lille-I), **Gilles Allaire** (INRA), **Nicole Azoulay** (LADYSS, université Paris-Diderot), **Bernard Billaudot** (université Grenoble-Alpes), **Robert Boyer** (Institut des Amériques), **Jean-Pierre Chanteau** (CREG, université Grenoble-Alpes), **Benjamin Coriat** (CEPN, université Paris-Nord), **Marie Coris**

³ Attention, dans ce cas, la communication finale devra respecter certaines contraintes formelles (*cf.* le tableau *infra*).

(GREThA, université Bordeaux-IV), **Jean-Paul Domin** (REGARDS, université Reims Champagne-Ardenne), **Pierre Labarthe** (AgroParisTech), **Agnès Labrousse** (CRIISEA, université Picardie), **Thomas Lamarche** (LADYSS, université Paris-Diderot), **Catherine Laurent** (INRA), **Jacques Mazier** (CEPN, université Paris-Nord), **Sandrine Michel** (ART-Dev, université Montpellier-I), **Martino Nieddu** (REGARDS, université Reims Champagne-Ardenne), **Pascal Petit** (CNRS-CEPN), **Bruno Théret** (CNRS-IRISSO), **Julien Vercueil** (INALCO), **Michel Vernières** (université Paris-I), **Franck-Dominique Vivien** (REGARDS, université Reims Champagne-Ardenne), **Olivier Weinstein** (CEPN, université Paris-Nord).

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Michel Aglietta (université Paris-Ouest), **Bruno Amable** (PSE, université Paris-I), **Suzanne Berger** (MIT Cambridge), **Robert Boyer** (Institut des Amériques), **Isabelle Cassiers** (université de Louvain), **Lynne Chester** (University of Sydney), **Ève Chiapello** (EHESS, CEMS), **Charlie Dannreuther** (University of Leeds), **Giovanni Dosi** (Santa Anna, Sienna), **Gerald Epstein** (University of Massachusetts), **Olivier Favereau** (université Paris-Ouest), **Ève Fouilleux** (CNRS-CIRAD Moisa), **Marie-France Garcia-Parpet** (INRA), **Jean-Christophe Graz** (Université Lausanne), **Geoffrey Hodgson** (Hertfordshire University), **Jean-François Huchet** (INALCO), **Yasuo Inoue** (Nagoya City University), **Ahmet Insel** (Galatasaray Üniversitesi), **Florence Jany-Catrice** (CLERSE, université Lille-I), **Bob Jessop** (Lancaster University), **Emmanuel Lazega** (CSO, Sciences-Po Paris), **Julio Cesar Neffa** (universidad de La Plata, Argentina), **André Orléan** (CNRS-PSE), **Mary O'Sullivan** (université Genève), **Pepita Ould-Ahmed** (IRD), **Stefano Palombarini** (université Paris-8), **Nicolas Postel** (CLERSE, université Lille-I), **Michael Reich** (University of California), **Andy Smith** (FNSP-Centre Emile Durkheim), **Richard Sobel** (CLERSE, université Lille-I), **Kathleen Thelen** (MIT Cambridge), **Bruno Théret** (CNRS-IRISSO), **Hiroyasu Uemura** (Yokohama National University).

GUIDE DE SOUMISSION

LA THÉORIE DE LA RÉGULATION À L'ÉPREUVE DES CRISES – COLLOQUE RECHERCHE & RÉGULATION 2015 –

10 au 12 juin 2015 (Paris, université Paris-Diderot)

RAPPELS ORGANISATION. Les propositions de communication s'inscriront dans l'une des formules d'ateliers suivantes :

- **ateliers « variés »** : leurs programmes (atelier sur une séance unique ou en « track » de plusieurs séances, selon le nombre de contributions) seront constitués sur une base thématique à partir des propositions de communications retenues par le comité qui ne s'inscrivent pas dans une autre formule d'ateliers.
- **ateliers « programmés »** : Un certain nombre d'ateliers, proposés par un ou plusieurs animateurs qui ont la responsabilité de leur programme et de leur animation (*appel clos le 15 juin 2014*), ont été sélectionnés par le comité scientifique. Voir la liste et les appels à communications spécifiques sur la page dédiée de notre [site web](#).

CALENDRIER ET INDICATIONS FORMELLES.

ÉCHÉANCE	DATE LIMITE
Propositions de communication <i>500 mots environ +10 références bibliographiques maximum (langues de travail : français, anglais)</i>	1^{er} novembre 2014. <i>Réponse du comité scientifique : 15 décembre 2014.</i>
Communications dans leur format définitif (y compris ateliers normaux ou spéciaux). - 8 000 mots maximum environ, sauf cas particulier. - communications de type « état des savoirs » : 2 500 mots + 15 références bibliographiques maximum.	30 avril 2015

CONTACT ORGANISATION. Consulter le site Recherche & Régulation (www.theorie-regulation.org) ou contacter les organisateurs (rr2015@upmf-grenoble.fr).

POUR SOUMETTRE UNE COMMUNICATION

ÉTAPE 1. PROPOSITION DE COMMUNICATION

Pour être étudiée, une proposition de communication devra être présentée dans un document au format traitement de texte présentant les informations suivantes :

Première page :

- titre de la communication + statut et coordonnées professionnelles de l'auteur (en cas d'auteurs multiples : mettre en premier et en gras le correspondant).
- titre de l'atelier visé (sinon, indiquer « ateliers varia »)

Deuxième page : résumé en français et en anglais (10 lignes maximum et 5 mots-clés)

Troisième et quatrième page :

- une synthèse présentant le plan détaillé prévu et permettant de répondre aux questions suivantes (sélectionner selon la nature de la communication) : Quelle est la question de départ posée ? Quelle idée-force ou quelle thèse est défendue ? Quelle problématique est mobilisée (et les éléments théoriques ou conceptuels sur lesquels elle s'appuie) ? Quel état de l'art ? Quelle méthodologie est suivie (dans le cas d'une communication s'appuyant sur une enquête) ? **500 mots maximum.**
- bibliographie indiquant les références fondamentales qui guideront l'auteur (**10 références maximum**)

Notez que toutes les propositions doivent être adressées aux organisateurs (rr2015@upmf-grenoble.fr) et, pour les ateliers programmés, doivent aussi être envoyées aux responsables de l'atelier (email adresse précisée dans les appels à communication : [accéder aux appels](#)).

Les intentions de communications seront évaluées selon la procédure habituelle « en double aveugle » par le comité scientifique.

ÉTAPE 2. TEXTE FINAL DE LA COMMUNICATION ACCEPTÉE

Le texte définitif devra être envoyé selon le calendrier indiqué supra, dans un fichier numérique au format traitement de texte (Arial corps 10, interlignage continu ; marges 2,5 cm).

Première page :

- titre de la communication + statut et coordonnées professionnelles de l'auteur (en cas d'auteurs multiples : mettre en premier et en gras le correspondant).
- titre de l'atelier visé (sinon, indiquer « ateliers varia »)

Deuxième page : résumé en français et en anglais (10 lignes maximum et 5 mots-clés)

Texte (8 000 mots maximum) .

Les communications présentées pourront ensuite faire l'objet d'une évaluation, après le colloque, en vue de la publication dans une revue à comité de lecture ou un ouvrage collectif.